

## L'urgence agricole : sauver les producteurs et l'environnement

L'agriculture bretonne a été un grand succès du XX<sup>e</sup> siècle. Des agriculteurs courageux ont non seulement permis l'essor de la région et l'élévation du niveau de vie de ses habitants, mais ont nourri la France. Aujourd'hui, cependant, ils se trouvent pris en tenailles entre une exigence de rentabilité financière imposée par les géants de l'agroalimentaire, la grande distribution et les grandes banques, qui les oblige à accroître la taille de leurs exploitations et leur productivité, et la contrainte environnementale, qui exige une mer sans algues, une campagne sans odeurs et une production « biologique ».

C'est dans ce contexte que nos agriculteurs ont vu leur revenu moyen baisser de 39 % en un an et les producteurs de lait de 54 % : on assiste à un véritable **démantèlement organisé du monde du travail par les intérêts du « marché »**, en même temps qu'à une mise en cause par des « verts » du « productivisme » qui est imposé aux producteurs pour survivre. Politiquement, on peut dire que les intérêts financiers divisent pour régner, en attisant l'opposition entre producteurs qu'ils entendent garder directement ou indirectement (c'est-à-dire par les prix) sous leur coupe, et « verts », qui sont le plus souvent des résidents en retraite ou préretraite, disposant de revenus extérieurs à la région et entendant légitimement jouir d'une nature correspondant à leurs rêves.

Pour sortir du dilemme, on évoque « la fin du modèle agricole breton », comme si on pouvait négliger le fait que sur 6 % de la surface agricole utile française, la Bretagne représente environ 60 % de la production nationale de porcs, 55 % de celle de poulets, 25 % de celle de veaux de boucherie et 22 % du lait. Cette agriculture représente plus de 170 000 emplois en Bretagne. Quant à l'agroalimentaire, premier secteur industriel breton, il représente 43 % des entreprises bretonnes et un tiers des emplois industriels. Disons-le brutalement : sous prétexte qu'il serait source de pollution ou trop « productiviste », on ne peut

laisser mourir cette part de notre pays comme cela se produirait si l'on ne réagissait pas. Car aujourd'hui, par exemple, 40 % des producteurs de lait se trouveront en faillite si le prix du lait reste au niveau actuel ! Ce scandale politique est le vrai problème. Et **la vraie question : où va l'argent pompé sur la Bretagne et ses agriculteurs ?** Le gouvernement aura-t-il un jour le courage de restructurer toute la filière de l'agroalimentaire, en affrontant les sociétés financières qui intègrent les fournitures pour l'alimentation animale, les élevages intensifs et la distribution, le plus souvent au détriment de l'intérêt des agriculteurs ?



La réponse n'est pas en Bretagne, mais dans les conditions qui depuis plus de 20 ans sont imposées aux producteurs agricoles en Europe et dans le monde.

C'est pourquoi élever le débat est la seule réponse que l'on peut apporter au dilemme. Et c'est en facilitant et en accompagnant cette élévation du débat que la région peut retrouver un nouvel élan.

### Redéfinir des prix et une règle du jeu équitable

La situation actuelle, dans laquelle les prix des produits agricoles varient selon les pressions des géants de l'agroalimentaire, de la distribution et de la finance, ne peut continuer. Si l'on continue à livrer les prix aux cartels, on détruira la production.

Il faut donc substituer à la conception de mise en concurrence de tous les agriculteurs du monde et d'abandon de la fixation des prix aux spéculateurs, **une organisation des marchés sur la base de prix justes et stables**, c'est-à-dire de prix permettant de maintenir les exploitations, d'acheter les matériels, de réinvestir et de rembourser les dettes contractées et d'assurer aux exploitants un niveau de vie qui soit en moyenne toujours supérieur à au moins deux SMIC. C'était l'approche de la première politique agricole commune (PAC) et de l'administration Roosevelt aux États-Unis.

C'est l'orientation opposée qui a été depuis choisie par l'Union européenne et au niveau mondial : une dérégulation au profit des plus forts. L'on dira que la région n'y peut rien et que cette question fondamentale dépasse ses compétences. C'est vrai sur le papier, mais dans la réalité **la région peut d'une part se constituer en lobby pour un retour à une juste régulation**, et d'autre part se refuser à être un relais complaisant pour une politique actuelle manifestement injuste et anti-économique. On ne peut laisser jouer les producteurs les uns contre les autres, au détriment de l'intérêt général, à l'intérieur de la France, de l'Europe et à l'échelle du monde.

Il faut arrêter le dumping des produits, comme pour Lactalis dans le domaine laitier, qui a ouvert en Pologne orientale une grande unité de production s'approvisionnant en lait d'Ukraine, ou encore comme l'importation de poudre de lait à prix cassés en provenance de Nouvelle Zélande. Il faut arrêter la lutte de tous contre tous, qui pousse les producteurs de porcs hollandais à investir en Pologne, alors que le porc se trouve en état endémique de surproduction artificielle dans un monde où le pouvoir d'achat des consommateurs baisse ! Il faut stabiliser le prix des céréales, car le coût des aliments représente 70 % du coût de production des éleveurs de porcs.

La solution est un **protectionnisme intelligent**, les Etats retrouvant leur rôle de protecteurs des consommateurs et des producteurs contre l'exploitation financière et la spéculation.

Cela suppose une autre politique européenne et mondiale, autre que celle qui nous a conduits au désastre de la crise. En Europe, il est indispensable de créer les conditions **d'un prix unique, pour arrêter les jeux spéculatifs, et des Offices par produit, pour réguler les marchés.**

La régulation n'est d'ailleurs pas seulement en faveur des producteurs, elle doit servir **la santé des consommateurs.** On ne peut plus tolérer qu'en Bretagne, première région française pour la production laitière, ce qu'on boit s'appelle « lait » mais en a perdu une partie des qualités nutritives. La décomposition du lait cru en fonction de critères de rentabilité immédiate fait perdre au produit une partie de sa graisse et de ses protéines. Dans le beurre et les fromages, on ajoute de la graisse et des protéines végétales. Dans les pays du Sud, on détruit des forêts pour produire l'huile de palme qui les fournit et on assure le profit financier au détriment des producteurs et des consommateurs là-bas et chez nous ! **La région, au nom des producteurs qui ont fait sa richesse, doit entreprendre un grand effort pédagogique d'information et de formation.** C'est notre engagement, **pour créer les conditions d'un soutien**

**de l'opinion à une autre politique, cohérente avec notre système de crédit productif public** opposé à la catastrophique dérégulation financière actuelle, qui conduit fatalement à une crise alimentaire dans le monde si nous ne nous ressaisissons pas.

## Ecologie et agrochimie

Il n'en reste pas moins que le type d'agriculture pratiqué en Bretagne peut et doit être amélioré, à condition **que la mutation soit progressive et soutenue par des aides publiques à tous les niveaux, y compris celui de la région. Il s'agit de passer d'une agriculture à dominante chimique à une agriculture prenant en compte le sol et l'environnement, non comme un support inerte mais comme un espace vivant : une agrochimie.**

Le problème le plus immédiat qui se pose est bien entendu celui de la prolifération des **algues vertes** ou ulves dans des baies de faible profondeur et sur les plages. Ces algues se nourrissant de phosphore et d'azote, on accuse l'épandage d'engrais provenant des élevages de porcs et plus généralement l'apport de nitrates provenant des activités agricoles. En même temps se pose le

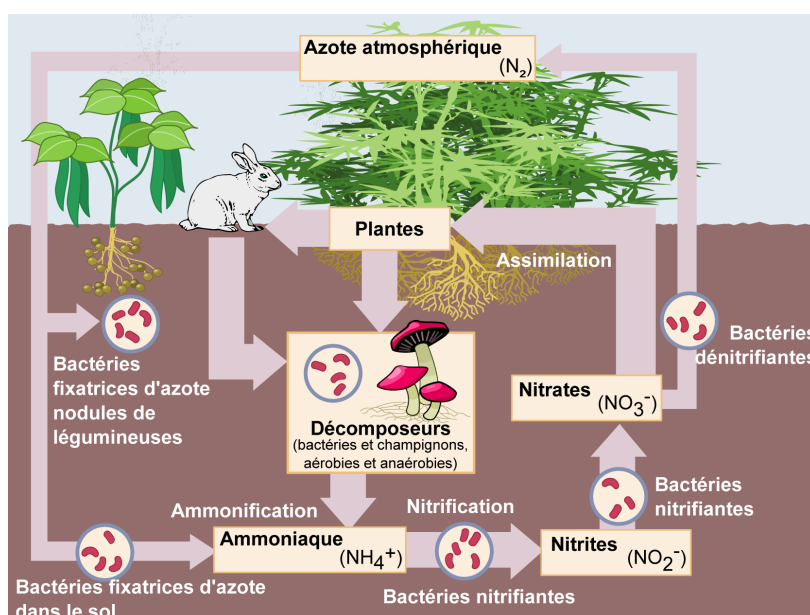
problème de **l'eau** : la teneur moyenne de l'eau en nitrates est passée de 5 mg/l en 1971 à 38 mg/l en 1998 et davantage aujourd'hui, bien au-delà des normes européennes. La Bretagne est dans ces conditions une forte consommatrice d'eau en bouteilles, pour un coût annuel égal à 20 % de l'impôt sur le revenu collecté dans la région !

**La solution ne peut pas être trouvée en réprimant, mais en sortant du dilemme**

**par le haut, avec la coopération de toutes les parties.**

A court terme et en urgence, il s'agit, comme le prévoit le rapport interministériel dont on vient de prendre connaissance, **de l'aide publique au ramassage des algues sur les côtes et en mer.** Les communes ne peuvent y parvenir à elles seules ; le problème des aides doit donc être traité aux niveaux national, régional et départemental.

En même temps, en s'inspirant d'expériences déjà effectuées, il faut aider à la mise en place par les communes ou, mieux, communautés de communes, **de plateformes de compostage** en leur attribuant proportionnellement autant de moyens financiers que pour la création de stations d'épuration traitant les déchets urbains et domestiques. **Le stockage des algues vertes dans des bâtiments modulaires équipés de filtres purificateurs d'air** (procédé sans apport d'énergie, sans nuisances et sans danger) est nécessaire. En effet, ramassées mais ensuite jetées dans des décharges à l'air libre, les algues se décomposent comme sur les plages en fabriquant du



sulfure d'hydrogène et en rejetant les nitrates et le phosphore qu'elles ont absorbé sous forme de jus dans les cours d'eau ou directement dans la mer, recommençant le cycle !

Enfin, le comité interministériel s'engage à aider à la **réhabilitation des zones naturelles sur les versants de baies noyées**, en redonnant priorité à l'herbe et non plus au maïs, avec une limitation drastique des apports d'azote. Et il propose la création de 20 **petits centres de méthanisation** produisant de l'énergie et un engrais naturel à partir de lisiers, fumiers et déchets de culture.

Il s'agit d'un ensemble de **mesures qui traitent les effets et non réellement les causes**, sans réelle volonté de **passer à un ordre supérieur**. Nous proposons que notre région, qui a été à l'avant-garde de l'agriculture productive du début des années soixante, basée sur des entrants chimiques, se situe **de nouveau en pointe en adoptant la conception agrobiologique du XXI<sup>e</sup> siècle**. L'on utilise habituellement l'expression agrobiologie, mais nous préférons agrobiologique, pour montrer qu'on ne rejette pas absolument la chimie, mais qu'on l'intègre dans une conception supérieure à la lumière des progrès scientifiques effectués sur la nature du vivant.

Tout d'abord, dans l'affaire des algues, **il convient de mieux savoir**, et on en a les moyens avec les techniques les plus modernes. Il s'agit du recours aux **traceurs isotopiques**, qui permettront de déterminer la cause réelle de la prolifération d'algues, sans contestation possible.

Les isotopes sont des éléments dont les propriétés chimiques sont identiques mais qui peuvent différer par leurs propriétés physiques (poids ou masse atomique différents). On introduit ces isotopes non radioactifs ou très faiblement radioactifs en très faibles quantités dans la chaîne du vivant (décomposition, recombinaison...). Par leur présence, ils permettent de détecter au cours d'un processus physique la circulation éventuelle d'un produit. On peut ainsi introduire cet élément traceur sous forme d'urée modifiée (quelques litres) dans, par exemple, le lisier ou les déchets domestiques, et on peut alors suivre son parcours dans l'eau et jusqu'aux algues. Cette expérience, qui devrait être effectuée dans plusieurs sites, permettrait de savoir scientifiquement, en quelques mois, où se trouve la source de la présence des ulves. Ici la science apporte son appui à une conception rationnelle de l'écologie humaine.

Le problème est cependant d'une tout autre ampleur, qui dépasse ce cas particulier. C'est une **relecture du cycle agricole**, par delà la querelle entre productivistes à tous crins et partisans bornés d'un retour au passé.

Qu'arrive-t-il exactement en Bretagne ? Le sol subit une quantité croissante d'intrants chimiques (engrais, herbicides, pesticides...) s'accompagnant d'un lessivage par les eaux

de pluie, ce qui conduit à la diffusion des nitrates et des phosphates, malgré les contraintes de l'épandage (respect des dates, tenue de cahiers d'épandage parcelle par parcelle). Les aides publiques ne suffisent pas pour enrayer le processus. Il faut sortir de cette situation par le haut. En considérant **les sols non comme un milieu inerte sur lequel on répand des choses pour produire aveuglément, mais comme un processus vivant auquel on fournit les meilleures conditions possibles de vie**. C'est une réévaluation de la minéralisation de l'humus à laquelle il faut procéder, redonnant au métier d'agriculteur un sens plus créateur.

Aujourd'hui, si l'on examine les sols traités depuis une cinquantaine d'années avec les outils de la microbiologie, l'on s'aperçoit que les sols agricoles sont trop « resserrés » : la culture en labours profonds avec des apports toujours accrus d'engrais chimiques et de pesticides, leur ont fait perdre leurs populations microbiennes et fongiques, ce qui a induit une perte de nutriments. Sur ces sols rigides, à biomasse appauvrie, les chutes de pluie lessivent les surfaces et entraînent une érosion.

Il est donc nécessaire qu'on **aide les agriculteurs à devenir « médecins des sols » pour les restaurer et les préserver par des techniques respectueuses de leur vie et de leur fonctionnement en tant qu'agro-écosystèmes complexe**. Cela suppose **d'abord une protection de leurs prix et de leurs conditions de production**, comme nous le mentionnons dans la première partie, **car ils ne peuvent pas opérer « le couteau sur la gorge »**. Ensuite, cela suppose **une formation**, à laquelle la région doit participer, en encourageant la réalisation et la diffusion **des méthodes de mesure de l'activité micro-biologique des sols**. Enfin, les agriculteurs, convaincus qu'ils pourront obtenir de meilleurs rendements par une meilleure connaissance et prise en compte du fonctionnement des sols, doivent

**recevoir des aides plus conséquentes et plus globales (et non au coup par coup) à la reconversion**. Cela comprend la protection des fonds de vallée, la reconstruction des haies et **la culture du sol sans l'éroder**, en le « griffant » plutôt qu'en l'ouvrant par des labours profonds avec épandage excessif de produits y tuant la vie, et les incitations à la conversion en cultures pérennes dédiées à la production de fourrage de haute qualité.

L'azote n'est pas un mal, il est nécessaire à la vie ; le problème est le lessivage. Grâce à la réduction du travail du sol et à la gestion de sa couverture permanente, il est possible de réduire d'environ 80 % le lessivage des nitrates, de supprimer ou de réduire très fortement le ruissellement et l'érosion et de multiplier par 6 la vie biologique sans remettre en cause les normes en vigueur. **Ceci a un coût, qui doit être pris en compte** mais, contrairement aux idées fausses des uns et des autres, le faire est compatible avec un accroissement – relatif – de la production et du nombre d'exploitations, évitant à la fois



le gigantisme et l'abandon.

En même temps, au lieu d'agir au coup par coup en fonction des pollutions, il faut **prévoir un dispositif d'ensemble de traitement des déchets**. Cette politique innovatrice de **valorisation** doit transformer les déchets en ressources grâce aux innovations technologiques. Ici encore, les progrès de la science doivent servir une écologie humaine car il n'est pas d'issue qui ramène au passé.

La généralisation de la **couverture étanche des fosses à lisier** et plus généralement des déjections animales, avec valorisation du biogaz, doit être favorisée. Un projet exemplaire est celui de GEOTEXIA, à Saint-Gilles-du-Méné (Côtes d'Armor), car il a associé tous les partenaires du département. Le projet est basé sur le principe « aucun rejet et valorisation du tout » : **méthane, éléments fertilisants solides exportables vers les régions céréalières ayant besoin d'engrais azotés, eau purifiée obtenue par osmose inverse**. L'utilisation des larves d'*hermetia illucens* pour le recyclage des déchets d'origine animale ou végétale doit être examinée de manière plus systématique. La chaudière qui tourne à la graisse de chaudins dans l'andouillerie artisanale de Plélan-le-Grand est un autre exemple d'association des compétences de la région. De tels projets ne doivent plus être l'exception ou apparaître en ordre dispersé ; **un plan d'ensemble régional** est nécessaire et permettra des économies d'échelle.

Pour les algues, **le pôle européen du pays léonard doit être utilisé à fond**. Le Centre d'étude et de valorisation des algues et la station biologique de Roscoff visent ainsi à créer des micro-organismes qui produisent des enzymes capables de découper les ulvanes naturellement, afin d'en fournir les morceaux exploitables, particulièrement en cosmétologie (acides uroniques, rhamnose, molécules sulfatées). Ici aussi, le principe doit être la valorisation plutôt que la destruction. Pour les algues permettant d'aboutir à une gamme de produits pour un usage à domicile, il faut passer d'une méthode de cueillette à la culture, comme dans les pays asiatiques. Cette maîtrise de

la vie et son intégration dans des processus utiles à l'homme est le principe par lequel aborder toutes les mutations auxquelles on doit faire face.

Encore faut-il **une organisation des rapports sociaux correspondant à cette ambition**. C'est ce que doit favoriser la région, en **organisant des synergies et un véritable pilotage**.

Alors la Bretagne pourra devenir un pôle d'alimentation. Tout d'abord en mettant en place un **pôle universitaire d'excellence sur la valorisation de l'agriculture, en associant les fermes à la formation et à la recherche**. Ensuite **en associant chaque année, comme cela se fait au Canada, agriculteurs, industriels de l'agro-alimentaire, collectivités territoriales, partenaires sociaux, acteurs de la politique de l'emploi à une fixation des objectifs : sols occupés, production et méthodes**. Là pourraient être discutés les prix souhaitables, les quotas saisonniers, les emplois à créer (installation de 2000 à 3000 nouveaux exploitants), politique de reconquête foncière pour éviter l'exclusion de l'agriculture par un tout résidentiel, valorisation des déchets, création de bourses d'échange et de partage des semences, développement des CUMA au-delà des instruments de récolte, positions à prendre à l'échelle européenne et mondiale...

Notre projet rejette le fait que l'agriculture devienne un secteur en contraction permanente jusqu'à se réduire à une activité pratiquement sans travailleurs. Nous nous engageons à ce que l'agriculture bretonne alimente la Bretagne, la France et l'Europe, avec des méthodes renouvelées, et crée des emplois qualifiés. Pour créer ces emplois, les jeunes doivent pouvoir s'installer sur des sols à des prix accessibles. Il faut donc d'urgence, pour le permettre, créer un **office foncier régional**.

**Un grand dessein agricole et agro-alimentaire pour un nouveau miracle breton** : c'est notre combat face à un monde qui se désintègre, où les miracles du travail et de la réflexion humaine sont devenus nécessaires pour assurer un avenir.